

La Conférence mondiale de Durban sur le racisme

«ON NE PEUT ASSIMILER SIONISME ET RACISME»

Entretien avec Mary Robinson, haut-commissaire de l'ONU.

de notre correspondant

Mary Robinson, l'ancienne présidente irlandaise devenue haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, aura la délicate tâche de conduire les travaux de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui se tiendra à Durban, en Afrique du Sud, du 31 août au 7 septembre. Ce sera la troisième conférence mondiale consacrée à ce thème et la première postapartheid. Elle vise à adopter une déclaration et un plan d'action qui «fourniront les normes, les structures et les remèdes capables d'assurer la dignité et l'égalité de tous, et le plein respect des droits de l'homme de chacun». Deux sujets très politiques cristallisent les passions: le Proche-Orient et la question des réparations liées à l'esclavage (lire ci-dessous).

Les Etats africains attendaient initialement de cette conférence des excuses pour l'esclavage et la traite des noirs, or les Occidentaux ne parlent que de remords ou de regrets. Qu'en pensez-vous?

Ce qui est important, c'est que la communauté internationale en tant que telle s'exprime de manière vigoureuse. Les mots de profonds regrets et de remords sont sans doute plus appropriés dans la mesure où les Etats, dans leur diversité et dans la singularité de leur histoire, s'exprimeront de manière commu-

ne. Les excuses sont sans doute préférables à des niveaux bilatéraux. Cela dit, lorsque j'étais présidente de la République irlandaise, le Premier ministre britannique, Tony Blair, était venu présenter ses plus profonds regrets pour les souffrances infligées aux Irlandais. Et ces derniers ont interprété ces regrets comme des excuses...

Les gouvernements occidentaux redoutent que cela ouvre la voie à des réparations financières. Quelle possibilité de consensus voyez-vous?

C'est vrai que l'Union européenne ne veut pas lier sa reconnaissance des injustices passées à des indemnisations. Des délégations occidentales m'ont, du reste, approchée pour s'assurer que le langage utilisé lors de la conférence de Durban ne

conduise pas à l'ouverture dans le futur d'actions pénales en demande d'indemnisation.

Je crois cependant qu'un terrain d'entente est aujourd'hui possible. Les Etats occidentaux ont fait des gestes d'ouverture. Les Etats africains ont fait des concessions: le mot de «réparations» n'est plus sur la table. Il y a encore l'idée d'un fonds de compensation, mais l'essentiel n'est peut-être pas là. Le véritable chemin passe par le fait que les erreurs du passé et leurs conséquences durables doivent être reconnues. Des programmes d'assistance et de développement qui comprennent aussi des allègements de la dette pour les pays les plus déshérités sont envisagés. Ces initiatives sont dans l'esprit

même de l'article premier de la Déclaration universelle des droits de l'homme (elle sort la Déclaration universelle de son

sac). Regardez (elle lit): «Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.» N'est-ce pas suffisamment explicite?

La question d'Israël risque d'être un facteur de blocage à Durban. Pourquoi avez-vous insisté pour que seul le conflit proche-oriental soit évoqué?

C'est après énormément de réflexion que j'ai estimé qu'il n'était pas possible d'ignorer à Durban les souffrances des peuples du Proche-Orient. Parce que le peuple sud-africain, qui a combattu pour l'égalité des droits et son indépendance, s'identifie très fortement à la nécessité de se libérer

d'une occupation. Pour moi aussi, en tant que représentante d'un pays qui a été colonisé, les mots d'autodétermina- ●●●

la fraternité et la solidarité seront au cœur de l'agenda afin de donner une nouvelle force au combat contre le racisme.»

Menaces de boycott en coulisse

Les présidents cubain et algérien, Fidel Castro et Abdelaziz Bouteflika, figureront au nombre de la vingtaine de chefs d'Etat présents à la Conférence mondiale sur le racisme. Les Etats-Unis et Israël menacent toujours de boycotter la réunion pour tenter d'arracher l'assurance qu'elle ne se transformera pas en tribune anti-israélienne.

Au Caire, les ministres de la Ligue arabe ont décidé mercredi de formuler une position commune sur l'assimilation du sionisme à une forme de racisme. De leur côté, une quarantaine d'ONG africaines, regroupées dans un mouvement appelé «Initiative de Gorée», du nom de l'île au large de Dakar considérée comme un haut lieu de la traite négrière, exigent la reconnaissance de l'esclavage comme un crime contre l'humanité et des réparations pour les victimes.

Enfin, plus de 150 personnalités, dont le prix Nobel d'économie Milton Friedman, le chanteur Harry Belafonte ou l'écrivaine féministe Gloria Steinem ont dénoncé, dans une lettre envoyée mercredi au secrétaire général de l'ONU Kofi Annan, la politique antidrogue «discriminatoire» d'un point de vue racial, menée notamment par les Etats-Unis, et demandent que cette question soit inscrite à l'agenda.

●●● tion et d'indépendance ont une très forte résonance.

De surcroît, la situation sur le terrain n'a jamais été aussi préoccupante: à cause des souffrances du peuple palestinien et du fait que les Israéliens sont eux aussi victimes de la violence et de l'insécurité. Durban ne peut résoudre la crise du Proche-Orient, mais ne peut pas non plus l'ignorer. J'ai beaucoup hésité à prendre la parole sur ce sujet. Je suis consciente des critiques émises suite à mon intervention, je suis consciente aussi du fait que les deux précédentes conférences mondiales (en 1978 et 1983, toutes les deux à Genève, *ndlr*) contre le racisme ont déraillé à cause de ce conflit.

Comment éviter que la conférence se polarise sur ce conflit? Les textes déposés sous l'impulsion de certains Etats islamiques radicaux sont d'une extraordinaire virulence à l'égard de l'Etat hébreu et figurent toujours dans les documents préparatoires.

Mais j'ai aujourd'hui l'assurance que ces textes ne seront même pas discutés à Durban. Il est inacceptable de vouloir assimiler le sionisme à une forme de racisme.

N'avez-vous pas le sentiment que Durban ne fait qu'exacerber les tensions sur

tous les sujets de discordes?

Non. C'est le silence qui exacerbe les tensions, qui produit des frustrations profondes et des ressentiments. Tout au contraire, comme la Commission Vérité et Réconciliation sud-africaine, la conférence doit constituer un processus de guérison à l'égard du passé. Il est important que chacun comprenne que les inégalités de notre monde n'ont rien de fortuit ni d'accidentel, mais qu'elles sont nées aussi du colonialisme et de l'exploitation.

Mais, bien sûr, certains Etats – au Nord comme au Sud – préfèrent évoquer le passé plutôt que des questions dérangeantes actuelles, que ce soit la xénophobie au sein de la forteresse européenne, le racisme en Afrique et ailleurs, le traitement des migrants...

Dans quelle mesure Durban doit-il constituer une tentative de mondialiser l'écriture de l'histoire?

C'est la première fois qu'il y a une volonté commune d'écrire l'histoire sur des sujets difficiles. Pour certains pays, le colonialisme représente les heures les plus glorieuses, pour d'autres, il est synonyme de dévastation. Durban ne peut être qu'un point de départ pour unifier ces vi-

sions. Cette approche commune s'inscrit dans une perspective beaucoup plus large. A l'heure de la mondialisation, il est naturel que des normes en matière de droits de l'homme s'imposent en contrepoint aux règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et des institutions de Bretton Woods (FMI et Banque mondiale). Le remboursement des intérêts de la dette ne doit pas écraser des pays déshérités. Il n'est pas tolérable, par exemple, que des pays dont un quart de la population est séropositive n'aient pas un système de santé décent, faute de moyens financiers.

Quel est votre message?

Lors de la conférence des femmes à Pékin (en 1995, *ndlr*), le mot d'ordre était que les droits des femmes font partie des droits humains. Cette réunion avait contribué à changer les mentalités. A Durban, c'est la dignité, la fraternité et la solidarité qui seront au cœur de l'agenda, afin de donner une nouvelle force au combat contre le racisme. Ce message doit être comme les rimes d'une poésie que l'on gardera en mémoire, bien après la fin de la conférence. Durban n'est qu'un début ●

Recueilli par PIERRE HAZAN